

.....
Prénom

Nom

.....
Rue

Numéro

.....
CP

Lieu

.....
Profession

Monsieur
L'Ambassadeur
István Nagy
Ambassade de Hongrie
Muristrasse 31

CH-3006 Berne

Monsieur l'Ambassadeur,

Par des observateurs internationaux j'ai eu des informations sur le procès contre le Syrien Ahmed H. dans votre pays. Fin 2016 il était condamné – sans preuves suffisantes – à 10 ans de prison pour terrorisme. Dans le verdict de la révision du procès en mars 2018 la peine était réduite à 7 ans. J'estime que vous êtes au courant de cette affaire dont les médias de votre pays ont fait amplement écho.

Malheureusement j'ai dû constater que Ahmed H. était condamné d'avance par votre gouvernement et les médias pro-gouvernementaux, malgré que le procès n'est pas encore terminé et que la présomption d'innocence doit rester intacte. Je veux vous faire part de mon irritation concernant ces démarches. J'ai l'impression que le procès contre Ahmed H. est utilisé dans votre pays pour criminaliser les réfugiés et leurs soutiens en général.

Ahmed H. est depuis plus de deux ans et demi en prison – assez de temps pour avoir expié largement les «délits» pour lesquels il est accusé. De nombreuses organisations des Droits de l'Homme, dont Amnesty International, sont d'avis que l'accusation de terrorisme n'est pas tenable et demandent la libération du condamné. Je tiens à vous faire savoir, Monsieur l'Ambassadeur, que je soutiens cette demande personnellement.

En même temps j'observe avec une grande inquiétude que le projet de la loi «Stop Soros» de votre gouvernement risque d'entraver lourdement l'indépendance et le travail des organisations de défense des Droits de l'Homme. Je pense qu'il est complètement inacceptable que ces organisations soient de plus en plus stigmatisées comme «traîtres à la patrie».

En 1956, après la répression sanglante du soulèvement populaire, des dizaines de milliers de personnes fuyant la Hongrie en quête d'une nouvelle existence étaient accueillis les bras ouverts dans mon pays et ailleurs. C'est sûrement ce qui me choque le plus, que le gouvernement d'un pays ayant connu de telles difficultés refoule les réfugiés, les interne dans des zones de transit à la frontière et les traite de criminels et de terroristes.

En tant que citoyen suisse, qui se sent lié à la tradition humanitaire de son pays, je condamne les atteintes aux Droits de l'Homme dans mon propre pays. Cependant je me permets également de regarder au-dessus de la clôture de «mon jardin», parce que je crains que les développements inquiétants, comme ils ont lieu dans votre pays, pourraient aussi, tôt ou tard, endommager les acquis démocratiques en Suisse.

.....
Lieu et date

.....
Signature